

Défense : D'où part le Luxembourg sur le terrain militaire ? (1/5)



Nul besoin de se prétendre fin stratège pour affirmer que le Luxembourg ne se poste pas en première ligne sur le front **militaire**. Sous couvert de ses alliés européens et de l'**Otan**, le pays n'en avait – jusqu'à très récemment – jamais ressenti le besoin. Le déclenchement de la **guerre en Ukraine** le 24 février 2022, conjugué à la menace américaine, à peine voilée, de fermer son parapluie sécuritaire, a rappelé à l'Europe le besoin impérieux de renouer avec sa souveraineté en matière de **Défense**. Dans ce domaine, le Luxembourg part avec ses armes. Forcément modestes.

Une rapide revue d'effectif des [forces armées luxembourgeoises](#) fait état, en 2025, d'un contingent de 1.195 personnels engagés. Cela en fait la plus petite armée de l'Union Européenne (voir tableau ci-contre). D'un point de vue opérationnel, la Caserne Grand-Duc Jean, à Diekirch, concentre toutes les unités et services de l'armée. Ce centre est l'endroit où les militaires de carrière et les soldats volontaires reçoivent leur formation et se préparent aux missions, qu'elles soient nationales ou internationales. Il assure également la mise à disposition des gardes

d'honneur et des gardes de sécurité, tout en prenant en charge l'approvisionnement des différentes unités de l'Armée.

L'État-major est, lui, basé à Luxembourg-Ville. À sa tête se trouve le **général Steve Thull**. La chaîne de commandement confère au **Grand-Duc de Luxembourg** le titre de chef suprême de l'armée. La ministre de la Défense, **Yuriko Backes**, en exerce le contrôle effectif. Pour clore cet inventaire, notons que l'armée comprend des unités terrestres et une unité aérienne, notamment un avion de transport militaire Airbus A400M.

En somme, les troupes ne sont pas légion et l'infrastructure calibrée pour répondre au besoin sécuritaire d'un pays réputé pour sa quiétude.

Le 13 juillet dernier, l'armée luxembourgeoise a organisé une journée portes ouvertes à la Caserne Grand-Duc Jean à Diekirch, attirant environ 17.000 visiteurs. L'événement a mis en lumière les capacités opérationnelles, les innovations technologiques et les partenariats internationaux, notamment avec les forces belges et françaises. Cette opération séduction s'inscrit dans une campagne de recrutement ambitieuse, avec pour objectif d'intégrer 200 militaires supplémentaires d'ici 2030.

Émettre un jugement sur le potentiel militaire du Luxembourg à la lecture de la seule photographie de sa force de dissuasion se révélerait toutefois réducteur. Sur le plan militaro-industriel, certaines initiatives ont le mérite d'exister. Depuis 2020, **Luxinnovation** s'emploie ainsi à favoriser l'émergence d'un écosystème entrepreneurial lié à la Défense. Ces cinq dernières années, cette agence nationale a accompagné 110 entreprises engagées sur la voie du développement et de la mise en œuvre de technologies et d'innovation liées à ce secteur sensible. [L'aide apportée cible plusieurs champs](#), comme celui de l'intégration à « la chaîne de valeur de la défense européenne » ou encore la promotion à l'internationale « des capacités technologiques » du Luxembourg. Car oui, des acteurs économiques locaux disposent d'une réelle expertise dans certains segments de l'industrie de l'armement.

Nombre de militaires actifs dans les pays de l'UE*

	Pays	Soldats
1.	Pologne	202.100
2.	France	200.000
3.	Allemagne	181.600
4.	Italie	165.500

5.	Grèce	142.700
6.	Espagne	133.282
7.	Roumanie	81.300
8.	Hongrie	41.600
9.	Pays-Bas	41.380
10.	Bulgarie	37.000
11.	République Tchèque	28.000
12.	Belgique	25.000
13.	Suède	24.400
14.	Finlande	24.000
	Portugal	24.000
15.	Lituanie	23.000
16.	Danemark	20.000
17.	Slovaquie	19.500
18.	Lettonie	17.250
19.	Autriche	16.000
20.	Croatie	14.325
21.	Chypre	12.000
22.	Irlande	7.765
23.	Estonie	7.700
24.	Slovénie	7.300
25.	Malte	2.000
26.	Luxembourg	1.195

(*sources: [Atlasocio.com \(2022\)](#) pour Malte et Chypre / [Global Firepower \(2025\)](#) pour les 25 autres Etats)